

M. Jelinek: C'est ce que vous faites.

M. Tobin: Nous avons un budget empreint d'austérité, car nous nous rendons compte de la réalité.

M. Jelinek: Des intérêts de 22 p. 100.

M. Tobin: Nous avons un budget équitable qui demande enfin aux Canadiens, quels que soient leurs revenus, de payer leur juste part et pas davantage, un budget qui accordera un dégrèvement à des millions de contribuables canadiens.

● (2120)

Je tiens à dire que la motion du Nouveau parti démocratique, le NPD—ce qui veut dire N'a Pas D'idées—Sterling Lyon l'avait appelé autrement, mais je n'irai pas aussi loin, en tout cas il manque d'idées. Il passe d'une idée à l'autre.

Une voix: Vous montrez de quel côté vous êtes.

M. Tobin: Je tiens à dire au député au cas où il en douterait que je ne suis pas un partisan de Sterling Lyon. Et au cas où vous en douteriez également, je ne suis pas non plus un des vôtres.

Il s'agit d'une motion infâme et insensée. Il fallait s'y attendre. Au moins, elle ne nous surprend pas. Néanmoins, notre parti continuera à gouverner en assumant ses responsabilités et c'est là, je crois, ce qui compte.

M. Chris Speyer (Cambridge): Monsieur l'Orateur, je résisterai à la tentation de commenter le discours du député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe (M. Tobin). S'il croit que notre économie est saine et que ce budget peut l'améliorer, il n'a vraiment pas les pieds sur terre.

Cette motion a été bien faite. Le sujet m'inquiète plus que jamais depuis mon élection ici. Je tiens à expliquer cela au député qui ne prend jamais la parole, qui reste assis derrière et se contente de marmonner sans se lever, de bien vouloir se lever et émettre ses opinions.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je vois que le député de Cap Breton-Richmond-Est (M. Dingwall) invoque le Règlement.

M. Dingwall: Monsieur l'Orateur, cela démontre que le député est incompetent et n'a aucun sens des responsabilités.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Dingwall: J'ai fait mon discours plus tôt aujourd'hui.

M. Tobin: Il était en arrière en train de regarder les dessins animés.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Le député de Cambridge (M. Speyer) a la parole.

M. Speyer: Monsieur l'Orateur, j'aimerais raconter aux députés ce qui se passe depuis quelques semaines dans ma circonscription de Cambridge. En premier lieu, la société Admiral a mis à pied 425 travailleurs, ce qui fait qu'environ 1,500 personnes sont touchées. Ces gens sont venus nombreux pour me voir à mon bureau. Je me suis rendu moi-même à l'usine. Quiconque est témoin de l'inquiétude et des difficultés de ces gens-là se sent pris de désespoir. En outre, l'usine de la société Massey-Ferguson qui est située à Brantford, à 15 milles de là, a mis à pied 1,700 travailleurs. Ceux-ci sont nombreux à habiter à Cambridge. La société Budd Automotive, dont l'usine est située à proximité des limites de Cambridge, même si elle se trouve dans la ville de Kitchener, a mis à pied un certain nombre de ses employés. L'usine Savage qui fabrique

Création d'emploi

des chaussures en a renvoyé elle aussi un certain nombre. Je sais que d'ici la fin du mois, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) va faire connaître la position du gouvernement au sujet du maintien des barrières douanières. Si les barrières douanières ne sont pas maintenues, je puis dire qu'il y aura à Cambridge des mises à pied massives dans l'industrie de la chaussure. La situation est désespérée.

J'espère que ce budget accorderait un répit au citoyen et qu'il viendrait justifier la conviction des citoyens d'avoir droit à un emploi. Nous cherchions des emplois. Par contre, le budget ne renferme aucune mesure qui incite les députés de mon parti à croire qu'il pourrait favoriser l'embauche.

J'ai quelques critiques à faire sur le budget. Nous savons que M. John Bulloch, président de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, représente 62,000 Canadiens et Canadiennes. Hier, il a fait une des critiques les plus acerbes à propos des répercussions du budget sur la petite entreprise. Voici un passage d'un communiqué:

La Fédération canadienne des entreprises indépendantes a déclaré la guerre au budget de M. MacEachen qui constitue d'après elle la plus lourde menace pour l'entreprise canadienne depuis le Livre blanc d'Edgar Benson sur la réforme fiscale, publié en 1969.

Par ailleurs, M. Bulloch a accusé les hauts fonctionnaires du ministère des Finances de faire preuve d'un manque total de connaissance pratique des milieux d'affaires et d'une ignorance monstre des rouages des marchés de capitaux.

La vague de critiques à l'égard du budget commence seulement à déferler. M. Bulloch a déjà déclaré la guerre une fois à ce sujet. Je demande à tous les Canadiens et à tous les députés de déclarer la guerre à ce document insidieux.

Des voix: Bravo!

M. Speyer: C'est bien beau de parler dans le vague. Encore faut-il être précis. Je voudrais parler de cinq mesures différentes qui touchent la petite entreprise et je suis heureux de constater que le ministre est à la Chambre pour entendre mes observations.

L'obligation pour l'expansion de la petite entreprise a été vidée de sa substance en réalité. Le titre du programme révèle la nature de ses objectifs. Il est censé favoriser le développement et l'expansion. Mais ce n'est plus le cas. L'obligation pour l'expansion de la petite entreprise n'est plus ce que son nom donne à entendre. Ce n'est rien de plus qu'une mesure de dépannage. Nous savons que la Banque Royale du Canada et la Banque de la Nouvelle-Écosse en ont suspendu l'usage. Je soupçonne que les banques estiment qu'elles traitent avec des échecs ou des cas de faillite. Elles ne traitent pas avec des cas d'expansion d'entreprise ou de création d'emplois. Tout en me réjouissant qu'on applique maintenant cet instrument aux entreprises et aux exploitations agricoles non constituées en sociétés, dans des circonstances où même les entreprises saines et vigoureuses ne peuvent se permettre de s'agrandir, je crains de voir l'obligation rester sans effets. Une entreprise vigoureuse qui se développe offre des emplois. A mon avis, l'obligation a perdu son efficacité. J'en suis d'autant plus convaincu quand je vois les chiffres présentés dans les documents budgétaires. On dit que le gouvernement fédéral accordera seulement 20 millions de dollars pour aider ces obligations. L'an dernier, le gouvernement fédéral y a versé 200 millions. Et c'est ce qu'on prévoit pour les trois prochaines années.